

Ambassade de CUBA Lettre à Politis

Je réagis avec retard à une interview de Janette Habel dans Politis n°1094 du 18-24 mars.

La première question fait référence à la mort d'Orlando Tamayo, qualifié (comme dans toute la presse) de prisonnier politique. Vous auriez du vérifier vos sources, car il ne s'agit pas d'un prisonnier politique. Il a été contacté par la dissidence après avoir été incarcéré à plusieurs reprises comme prisonnier de droit commun. Et bien sur la dissidence en a fait un martyr pour sa cause; des conversations enregistrées entre des dissidents à Cuba et à Miami en font foi, comme le fait que jamais ceux-ci ne sont venus pour le dissuader de poursuivre sa grève qui le mettait en danger.

Janette Habel fait la même erreur. Elle considère Tamayo comme un prisonnier politique. A t'elle fait une enquête ? J'en doute. A ce propos elle cite le chiffre de 200 prisonniers politiques annoncés par une organisation dissidente, mais pas celui d'Amnisty qui est de 65.

On ne parle jamais de prisonniers politique en France, aux Etats Unis, en Israël.

Dans les grandes démocraties c'est impensable! Pourtant il y en a bien sûr.

La deuxième question porte sur le « durcissement du régime ». Question rituelle depuis 50 ans. Notons le vocabulaire employé. Cuba n'a pas de président, ni gouvernement, ni assemblées élues, ni institutions, il a un « régime »; terminologie que l'on employait pour Vichy.

Ce qui est gênant, c'est qu'une question essentielle n'est pas posée. Pourquoi une telle campagne?

Alors que dans les prisons françaises même on relève plus de 100 suicides par an ces dernières années et de nombreuses grève de la faim, on devrait peut être se poser des questions sur « le régime français dans lequel tout ça se passe ».

On n'a pas vu, ni entendu de campagne internationale contre cela; il serait par ailleurs instructif de prendre pays par pays, ce qu'a fait le chercheur Salim Lamrani dans son ouvrage « Cuba, ce que les médias ne vous diront jamais », dans lequel, sur les droits de l'homme Cuba n'a pas le bilan accablant qu'on veut lui faire endosser, même en comparaison des « grandes démocraties ».

Sans parler de quelques sujets que je cite en vrac, quasiment absents des informations ou légitimées: les charniers en Colombie, le coup d'état au Honduras, les tentatives putschistes dans les pays de l'Alba, les guerres d'Afghanistan et d'Irak.

Autant de crimes massifs dans lesquels les grandes puissances sont impliquées ou complices, et ce sont celles-ci qui demandent des comptes à Cuba pour la mort d'un homme. Pas un grand média ne dénonce cette honte.

Alors deux poids deux mesures concernant Cuba? C'est évident.

Et à Politis? Egaleme

Vous répétez le discours dominant. Vous vous affligez des réactions de ce pays pour se protéger (voir la question naïve « A Cuba que reproche t'on aux prisonniers politiques ? »), mais vous vous accordez des causes, à savoir la volonté d'ingérence de l'impérialisme US (et européen).

Pourtant il existe d'autres sources d'information que celles aux ordres des puissants.

Sur un sujet comme la Palestine, Politis sait en rendre compte, sur Cuba non ! Pourquoi ?

Guy Maunoury , le 31 mars 2010